



Budget des dépenses 1997-1998

Partie I

Plan de dépenses du gouvernement
et Points saillants par portefeuille

Les documents budgétaires

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en trois parties. Commençant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder. Dans les documents de la Partie III, on fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes surtout axés sur les résultats attendus en contrepartie de l'argent dépensé.

Les instructions sur la façon de se procurer ces documents se trouvent sur le bon commande qui accompagne la Partie II.

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada Canada 1997

En vente au Canada par l'entremise de

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue No. BT31-2/1998-I
ISBN 0-660-60187-7

Budget des dépenses 1997-1998

Partie I

Plan de dépenses du gouvernement et Points saillants par portefeuille

Table des matières

Préface	6
Chapitre 1	
Aperçu du Plan de dépenses.....	9
Chapitre 2	
Points saillants par portefeuille	17

Préface

Chaque année, le gouvernement prépare le Budget des dépenses afin d'étayer ses demandes d'autorisation de dépenser les fonds publics. Ces demandes se font officiellement sous forme de projets de lois de crédits présentés au Parlement.

Le Budget des dépenses, qui est déposé à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, se divise en trois parties :

- **Partie I** — Le Plan de dépenses du gouvernement et les Points saillants par portefeuille;
- **Partie II** — Le Budget des dépenses principal;
- **Partie III** — Les Plans de dépenses de chaque ministère et organisme.

Un nouveau document, intitulé *Détail des dépenses de programmes : profil des dépenses des ministères*, complète le budget et le Budget des dépenses. Ce document regroupe l'information détaillée sur les dépenses de programmes par ministère et organisme conformément au Plan de dépenses du budget, le tout étant assorti d'infocapsules.

Tous ces documents, de même que le budget du ministre des Finances, tiennent compte des priorités annuelles du gouvernement en ce qui a trait à la planification budgétaire et à l'affectation des ressources. Combinés avec les résultats financiers qui seront présentés par la suite dans les Comptes publics, ils aident le Parlement à tenir le gouvernement responsable de la répartition et de la gestion des fonds publics.

La **Partie I** présente une vue d'ensemble des dépenses du gouvernement fédéral. Elle décrit les rapports entre le Budget des dépenses et le Plan de dépenses (énoncé dans le budget), résume les principaux éléments du Budget des dépenses principal et souligne les principales variations d'une année à l'autre par ministère, organisme et société d'État.

La **Partie II**, autrefois connue sous le nom de "Livre bleu", vient appuyer directement la *Loi de crédits*. Elle renferme une liste détaillée des ressources dont chaque ministère et organisme a besoin pendant l'exercice à venir pour exécuter les programmes relevant de sa compétence. Ce document fait état des autorisations de dépenses (crédits) ainsi que des montants devant être inclus dans les projets de loi de crédits subséquents que le gouvernement demandera au Parlement d'approuver pour pouvoir effectuer les dépenses prévues.

Les documents de la **Partie III** sont présentés par chacun des ministères et organismes (sauf les sociétés d'État) du gouvernement. Le président du Conseil du Trésor les dépose au Parlement en même temps que les Parties I et II, au nom des ministres responsables des ministères et organismes indiqués à la Partie II. La Partie III est composée de 78 documents qui viennent étoffer la Partie II. Les documents de la Partie III ont une structure modulaire qui fournit un nombre croissant d'informations sur les programmes. Ils donnent des renseignements sur les objectifs, les initiatives, les résultats prévus et les résultats obtenus, et rattachent tous ces éléments aux besoins en ressources. On y trouve également des renseignements sur les articles de dépenses, les besoins en ressources humaines, les grands projets d'immobilisations, les subventions et les contributions, et le coût net des programmes. Cette année, dans le cadre du projet d'amélioration des rapports au Parlement, 16 ministères et organismes pilotes¹ ont déposé des rapports sur les plans et les priorités en remplacement de la Partie III du Budget des dépenses principal. Ces rapports comprennent de l'information améliorée sur le rendement et des renseignements sur la planification stratégique à long terme axée sur les résultats.

Le Budget des dépenses a pour objet de fournir au Parlement des renseignements sur les autorisations de dépenses budgétaires et de dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances pour les autorisations de dépenses non budgétaires) prévues pour l'exercice 1996-1997. Ces autorisations sont de deux types, à savoir les dépenses votées et les dépenses législatives. Les dépenses votées sont celles que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement tous les ans au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit et l'autorisation de dépenses s'y rattachant sont présentés dans une annexe à la *Loi de crédits*. Une fois approuvés, le libellé et les montants établissent les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les dépenses. Quant aux autorisations de dépenses législatives, elles sont accordées en permanence par le Parlement dans d'autres lois et ne figurent dans le Budget des dépenses qu'à titre d'information.

Les prévisions de dépenses exposées dans le Budget des dépenses ne correspondent pas à celles dont fait état le Plan de dépenses présenté dans le budget de février 1997, en raison de la différence fondamentale qui existe entre les deux documents. Le Plan de dépenses indique le montant total que le gouvernement prévoit dépenser au cours d'une année donnée, tandis que le Budget des dépenses fait état des autorisations de dépenses utilisées ou demandées au Parlement au moyen d'une loi de crédits pour mettre en œuvre le Plan. Le Budget des dépenses principal ne comprend pas les fonds mis de côté dans les réserves du Plan de dépenses pour les dépenses de fonctionnement imprévues ou les postes qui n'ont pas encore été approuvés par le Parlement ou le Conseil du Trésor. Ces postes apparaissent dans le Budget des dépenses supplémentaire qui est déposé au Parlement au cours de l'exercice.

¹Les organismes pilotes sont : Agriculture et Agroalimentaire, Agence de promotion économique du Canada atlantique, Environnement, Pêches et Océans, Commission de l'immigration et du statut de réfugié, Affaires indiennes et du Nord canadien, Office national de l'énergie, Commission nationale des libérations conditionnelles, Revenu national, Ressources naturelles, Gendarmerie royale du Canada, Statistique Canada, Condition féminine, Transports, Secrétariat du Conseil du Trésor et Anciens combattants.

Le Budget des dépenses est présenté sur une base consolidée, conformément à la méthode comptable adoptée dans le budget de février 1986. Pour les besoins de ses rapports financiers sommaires, le gouvernement du Canada fait état des dépenses liées aux comptes à fins déterminées dans ses dépenses budgétaires, et des recettes de ces comptes dans ses recettes budgétaires. Le plus important de ces comptes est le Compte d'assurance-emploi. On trouve une liste complète de ces comptes dans le volume I des *Comptes publics du Canada*.

Chapitre 1

Aperçu du Plan de dépenses

Dépenses budgétaires

Dans son budget de février 1997, le ministre des Finances a prévu des dépenses budgétaires s'élevant à 151.8 milliards de dollars. De ce montant, 46 milliards représentent les frais de la dette publique, et 105.8 milliards les dépenses de programmes du gouvernement fédéral. Celles-ci sont exposées en détail dans le document intitulé *Détail des dépenses de programmes : profil des dépenses des ministères*.

Budget des dépenses 1997-1998

Le Budget des dépenses présente les prévisions actuelles du gouvernement en ce qui concerne l'utilisation des autorisations de dépenses législatives et fournit des renseignements sur les crédits que le Parlement se verra demander de voter au cours de la première partie de l'exercice 1997-1998.

Voici les diverses raisons pour lesquelles le Budget des dépenses diffère des prévisions de dépenses budgétaires totales présentées dans le budget de février 1997 (voir le tableau 1.1) :

- Un certain nombre d'éléments compris dans le budget ne figurent pas dans le Budget des dépenses à cause du moment où sont prises les décisions budgétaires ou parce que leur mise en œuvre dépend de l'adoption d'une mesure législative distincte.
- Le Budget des dépenses ne comprend pas les fonds mis de côté dans les réserves du Plan de dépenses pour les dépenses de fonctionnement imprévues ou pour les postes dont l'inscription au Budget des dépenses n'a pas encore été approuvée par le Parlement ou le Conseil du Trésor. Ces réserves servent à pourvoir aux postes qui pourront figurer dans les Budgets des dépenses supplémentaires qui seront déposés au Parlement au cours de l'exercice 1997-1998. Elles servent aussi à la réévaluation de l'actif et du passif du gouvernement. La provision pour évaluation permet de comptabiliser les variations de la valeur des prêts et des dotations en capital en cours et de rajuster le passif en fonction des indemnités de départ et des crédits de congé annuel accumulés par les employés et de certains autres programmes législatifs.
- On s'attend à ce que certaines dépenses autorisées dans le Budget des dépenses principal ne soient pas effectuées, et ce pour diverses raisons telles qu'un retard dans la passation des marchés, l'exécution d'un projet de construction retardée par le mauvais temps et la livraison tardive de biens et services commandés. Ces sommes ne sont pas incluses dans les prévisions de dépenses budgétaires totales figurant dans le budget.

Tableau 1.2**Le budgétaire du Budget des dépenses principal, par catégorie de paiement**

1997-1998	(en millions de dollars)
Dépenses de programmes dans le Budget des dépenses	
Paiements de transfert	
<i>Transferts à d'autres paliers de gouvernement :</i>	
Péréquation	8,292
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	12,500
Gouvernements territoriaux	1,120
Compensation pour programmes permanents	(2,131)
Autres	22
<i>Total partiel : transferts importants à d'autres paliers de gouvernement</i>	<i>19,803</i>
<i>Transferts importants aux particuliers :</i>	
Transferts aux personnes âgées	
- Sécurité de la vieillesse	17,140
- Supplément de revenu garanti	4,778
- Allocations au conjoint	390
<i>Total partiel : transferts aux personnes âgées</i>	<i>22,308</i>
Assurance-emploi	13,460
<i>Total partiel : transferts importants aux particuliers</i>	<i>35,768</i>
Autres paiements de transfert et subventions	15,899
Total : paiements de transfert¹	71,470
Paiements aux sociétés d'État	3,909
Défense nationale	9,916
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital non liées à la défense	17,899
<i>Dépenses de programmes dans le Budget des dépenses</i>	<i>103,194</i>
<i>Frais de la dette publique</i>	<i>46,000</i>
Total du budgétaire du Budget des dépenses principal	149,194

1. Ne comprend pas les paiements de transfert de la Défense nationale.

Tableau 1.3**Dépenses budgétaires prévues par portefeuille pour 1997-1998 (en millions de dollars)**

Portefeuille	Dépenses Législatives	Dépenses Votées	Total du Budget des dépenses principal (Bp)	Dépenses prévues non comprises dans le Bp	Dépenses budgétaires totales prévues
Agriculture et Agroalimentaire	636	869	1,505	255	1,760
Patrimoine canadien	68	2,457	2,524	24	2,549
Citoyenneté et Immigration	36	616	652	11	663
Environnement	41	476	517	2	520
Finances	64,495	1,543	66,038	--	66,038
Pêches et Océans	77	1,000	1,077	19	1,096
Affaires étrangères et Commerce international	354	2,870	3,224	56	3,280
Gouverneur général	1	9	10	--	10
Santé	49	1,726	1,776	117	1,892
Développement des ressources humaines	23,170	1,736	24,906	70	24,976
Affaires indiennes et du Nord canadien	183	4,125	4,308	84	4,392
Industrie	316	2,921	3,237	693	3,930
Justice	249	487	736	135	871
Défense nationale	724	9,193	9,917	--	9,917
Revenu national	310	1,959	2,269	52	2,321
Ressources naturelles	57	639	697	(1)	696
Parlement	85	187	272	--	272
Conseil privé	40	110	150	--	150
Travaux publics et Services gouvernementaux	54	3,533	3,586	59	3,645
Solliciteur général	323	2,212	2,535	86	2,620
Transports	767	987	1,754	38	1,792
Conseil du Trésor	208	1,273	1,481	2	1,483
Anciens combattants	24	1,897	1,922	7	1,928
Comptes à fins déterminées consolidés - l'assurance d'emploi	14,102	--	14,102	52	14,154
Autres rajustements non répartis par portefeuille ¹	--	--	--	845	845
Total des dépenses budgétaires	106,368	42,826	149,194	2,606	151,800²

1. Comporte la provision pour rajustements économiques, diverses dépenses imprévues et les ressources non utilisées de la Réserve d'exploitation du Conseil du Trésor.

2. Correspond au Plan de dépenses du budget de février 1997.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, ceux-ci ayant été arrondis.

Dépenses budgétaires prévues par ministère

On compte un certain nombre de ministères pour lesquels les dépenses prévues diffèrent de celles figurant au Budget des dépenses (voir tableau 1.3). Ces différences s'expliquent comme suit :

Agriculture et Agroalimentaire

- réserves en vue d'élaborer les programmes de protection du revenu agricole et des rajustements conformément à la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*

Patrimoine canadien

- fonds destinés à des initiatives d'emploi pour les jeunes et à la chaîne radiophonique de la Société Radio-Canada

Citoyenneté et Immigration

- fonds consacrés à la mise en œuvre d'une nouvelle loi sur la citoyenneté pour compenser les radiations de prêts et les manques à gagner en intérêts ainsi que les compressions de l'effectif résultant de l'Examen des programmes

Développement des ressources humaines

- fonds destinés aux initiatives de l'emploi pour les jeunes et aux initiatives d'aide à l'enfance

Environnement

- fonds destinés aux coûts d'exploitation et d'entretien du Centre météorologique canadien et à un besoin additionnel de contributions

Pêches et Océans

- fonds destinés au retard de projets d'immobilisations et aux nouvelles initiatives de revitalisation

Affaires étrangères et Commerce international

- fonds liés à la rationalisation de biens immobiliers à l'étranger et au retard de projets d'immobilisations

Santé

- fonds destinés aux nouvelles initiatives de lutte contre le tabac, aux améliorations de programmes de réglementation et de surveillance du sang, au nouveau fonds de transition en matière de santé, au système d'information sur la santé, au programme canadien de nutrition prénatale et au plan d'action communautaire pour les enfants

Affaires indiennes et du Nord canadien

- fonds destinés aux dépenses de programmes annoncées dans le budget de 1996, y compris les postes pour les initiatives des jeunes et le bras Inlet ainsi que le programme Travaux d'infrastructure Canada

Industrie

- fonds destinés au programme Travaux d'infrastructure Canada, au tourisme, au programme d'accès communautaire, aux initiatives liées au plan d'action «L'innovation : la clé de l'économie moderne», à Emploi et Croissance, à l'initiative fédérale du développement économique du nord de l'Ontario, au plan d'investissements des recettes, au soutien communautaire pour rajuster la perte des recettes résultant de la fermeture de bases militaires fédérales, au projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales et aux nouveaux besoins de trésorerie liés au plan spatial à long terme de l'Agence spatiale canadienne

Justice

- fonds liés à la mise en œuvre du Programme de contrôle des armes à feu et aux réformes prévues de l'aide à l'enfance

Revenu national

- fonds destinés à la mise en œuvre et à l'administration des réformes de l'aide à l'enfance et du Programme de contrôle des armes à feu, à la continuation de l'initiative liée à la contrebande et à la Stratégie canadienne antidrogue, à l'administration des dons de charité et à l'initiative sur le transfert des prix

Ressources naturelles

- fonds destinés au transfert du programme des sciences de la matière condensée au Conseil national de recherches

Travaux publics et Services gouvernementaux

- fonds destinés aux locaux, aux baux, aux améliorations des immobilisations, aux évaluations environnementales et à l'acquittement des coûts liés à la disposition de biens immobiliers excédentaires et au Programme d'aide à la remise en état des logements

Solliciteur général

- fonds destinés à la mise en œuvre du Programme de contrôle des armes à feu et à la gestion des retards des projets d'immobilisations

Transports

- fonds destinés à couvrir les rajustements liés au pont de la Confédération entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard et aux coûts rattachés aux améliorations environnementales découlant de la vente du Système de navigation aérienne

Conseil du Trésor

- fonds destinés au programme Travaux d'infrastructure Canada

Anciens combattants

- fonds destinés aux améliorations en matière de santé et de sécurité à l'hôpital Ste. Anne

Chapitre 2

Points saillants par portefeuille

Introduction

Le présent chapitre résume, par ministère, organisme et société d'État, les principaux changements survenus par rapport à l'année précédente dans le Budget des dépenses principal. Ce chapitre se divise en deux sections : *Tableaux récapitulatifs* et *Détails par portefeuille*.

La section *Tableaux récapitulatifs* présente les postes budgétaires et les postes non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) de tous les ministères, organismes et sociétés d'État.

La section *Détails par portefeuille* fournit des explications sur les ministères, organismes et sociétés d'État qui ont connu des changements importants par rapport à l'année précédente. La somme des changements ne correspond pas nécessairement à la variation nette indiquée dans le paragraphe liminaire, étant donné que seuls les principaux changements sont expliqués.

Table 2.1**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Affaires étrangères et Commerce international				
Ministère	1,376,683	1,299,301	(77,382) *	(5.6)
Corporation commerciale canadienne	10,948	10,742	(206)	(1.9)
Agence canadienne de développement international				
Société pour l'expansion des exportations	1,830,289	1,683,782	(146,507) *	(8.0)
Centre de recherches pour le développement international	135,000	135,000	0 *	S.O.
Commission mixte internationale	96,100	88,111	(7,989) *	(8.3)
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	4,459	4,461	2	S.O.
Administration du pipe-line du Nord	2,184	2,180	(4)	(0.2)
	251	254	3	1.2
Affaires indiennes et du Nord canadien				
Ministère	4,189,214	4,307,113	117,899 *	2.8
Commission canadienne des affaires polaires	986	929	(57)	(5.8)
Agriculture et Agroalimentaire				
Ministère	1,989,219	1,502,608	(486,611) *	(24.5)
Commission canadienne du lait	2,426	2,379	(47)	(1.9)
Anciens combattants				
Ministère	1,939,059	1,921,587	(17,472) *	(0.9)
Citoyenneté et Immigration				
Ministère	615,001	575,169	(39,832) *	(6.5)
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	76,753	77,027	274	0.4
Conseil du Trésor				
Secrétariat	1,432,346	1,481,295	48,949 *	3.4
Conseil privé				
Ministère	71,604	64,007	(7,597) *	(10.6)
Centre canadien de gestion	17,616	16,958	(658)	(3.7)
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,115	3,104	(11)	(0.4)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

Table 2.1**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
<i>Conseil privé (suite)</i>				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	23,305	22,107	(1,198)	(5.1)
Directeur général des élections	23,822	23,854	32	0.1
Commissaire aux langues officielles	10,509	9,962	(547)	(5.2)
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3,270	3,310	40	1.2
Commission des relations de travail dans la fonction publique	5,623	5,556	(67)	(1.2)
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,403	1,406	3	0.2
<i>Défense nationale</i>				
Ministère	10,555,000	9,916,518	(638,482) *	(6.0)
<i>Développement des ressources humaines</i>				
Ministère	24,326,356	24,893,732	567,376 *	2.3
Conseil canadien des relations du travail	8,805	8,901	96	1.1
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,705	1,726	21	1.2
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	1,770	1,356	(414)	(23.4)
<i>Environnement</i>				
Ministère	546,356	507,511	(38,845) *	(7.1)
Agence canadienne d'évaluation environnementale	7,992	9,842	1,850 *	23.1
<i>Finances</i>				
Ministère	71,087,694	65,977,574	(5,110,120) *	(7.2)
Vérificateur général	48,988	50,688	1,700 *	3.5
Tribunal canadien du commerce extérieur	7,957	7,949	(8)	(0.1)
Bureau du surintendant des institutions financières	2,538	1,687	(851) *	(33.5)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

Table 2.1**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Gouverneur général				
Ministère	9,830	10,488	658	6.7
Industrie				
Ministère	966,909	922,667	(44,242) *	(4.6)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	354,951	308,902	(46,049) *	(13.0)
Banque de développement du Canada	13,893	0	(13,893) *	S.O.
Agence spatiale canadienne	226,923	184,537	(42,386) *	(18.7)
Tribunal de la concurrence	1,267	1,258	(9)	(0.7)
Commission du droit d'auteur	840	841	1	0.1
Société d'expansion du Cap-Breton	11,200	8,654	(2,546) *	(22.7)
Bureau fédéral de développement régional (Québec)	369,234	296,407	(72,827) *	(19.7)
Conseil national de recherches du Canada	407,751	462,440	54,689 *	13.4
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	449,626	433,855	(15,771) *	(3.5)
Conseil de recherches en sciences humaines	91,245	94,422	3,177	3.5
Conseil canadien des normes	5,184	5,111	(73)	(1.4)
Statistique Canada	422,896	262,268	(160,628) *	(38.0)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	361,928	255,938	(105,990) *	(29.3)
Justice				
Ministère	451,633	433,926	(17,707) *	(3.9)
Commission canadienne des droits de la personne	15,717	14,175	(1,542) *	(9.8)
Commissaire à la magistrature fédérale	215,858	224,343	8,485 *	3.9
Cour fédérale du Canada	29,771	30,074	303	1.0
Comité du tribunal des droits de la personne	0	1,927	1,927 *	S.O.
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	6,262	6,120	(142)	(2.3)
Cour suprême du Canada	14,496	14,435	(61)	(0.4)
Cour canadienne de l'impôt	10,992	10,916	(76)	(0.7)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

Table 2.1**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Parlement				
Sénat	40,713	40,675	(38)	(0.1)
Chambre des communes	216,548	213,600	(2,948)	(1.4)
Bibliothèque du Parlement	16,954	17,599	645	3.8
Patrimoine canadien				
Ministère	918,030	995,045	77,015 *	8.4
Conseil des Arts du Canada	90,801	88,668	(2,133)	(2.3)
Bureau d'information du Canada	0	19,916	19,916 *	S.O.
Société Radio-Canada	963,158	857,894	(105,264) *	(10.9)
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	91,315	81,063	(10,252) *	(11.2)
Musée canadien des civilisations	44,100	45,568	1,468	3.3
Musée canadien de la nature	24,145	20,558	(3,587)	(14.9)
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	3,271	3,769	498 *	15.2
Archives nationales du Canada	49,827	46,163	(3,664)	(7.4)
Société du Centre national des Arts	17,421	19,573	2,152 *	12.4
Commission des champs de bataille nationaux	2,333	6,393	4,060 *	174.0
Commission de la capitale nationale	76,194	71,109	(5,085) *	(6.7)
Office national du film	65,184	57,690	(7,494) *	(11.5)
Musée des beaux-arts du Canada	31,823	32,483	660	2.1
Bibliothèque nationale	31,548	29,661	(1,887)	(6.0)
Musée national des sciences et de la technologie	19,636	19,187	(449)	(2.3)
Commission de la fonction publique	113,309	112,206	(1,103) *	(1.0)
Condition féminine -- Bureau de la coordonnatrice	16,563	17,111	548	3.3
Pêches et Océans				
Ministère	1,323,469	1,076,749	(246,720) *	(18.6)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

Table 2.1**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Ressources naturelles				
Ministère	522,970	472,172	(50,798) *	(9.7)
Commission de contrôle de l'énergie atomique	43,923	42,243	(1,680)	(3.8)
Énergie atomique du Canada, Limitée	174,054	132,215	(41,839) *	(24.0)
Société de développement du Cap-Breton	0	22,105	22,105 *	S.O.
Office national de l'énergie	30,117	28,014	(2,103)	(7.0)
Revenu national				
Ministère	2,204,222	2,268,861	64,639 *	2.9
Santé				
Ministère	1,576,849	1,534,058	(42,791) *	(2.7)
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,218	1,163	(55)	(4.5)
Conseil de recherches médicales	242,324	237,566	(4,758)	(2.0)
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,969	2,817	(152)	(5.1)
Solliciteur général				
Ministère	73,742	72,534	(1,208)	(1.6)
Service canadien du renseignement de sécurité	165,554	161,380	(4,174)	(2.5)
Service correctionnel	1,092,278	1,153,018	60,740 *	5.6
Commission nationale des libérations conditionnelles	23,855	23,656	(199)	(0.8)
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,270	1,284	14	1.1
Gendarmerie royale du Canada	1,201,040	1,118,411	(82,629) *	(6.9)
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	788	788	0	S.O.
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,531	3,545	14	0.4
Transports				
Ministère	1,740,956	1,731,083	(9,873) *	(0.6)
Office des transports du Canada ¹	32,007	21,744	(10,263) *	(32.1)
Tribunal de l'aviation civile	902	901	(1)	(0.1)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

1. Était indiqué comme l'Office national des transports dans le Budget des dépenses principal en 1996-1997.

Table 2.1**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Travaux publics et Services gouvernementaux				
Ministère	2,058,438	1,708,634	(349,804)	* (17.0)
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,972,803	1,863,667	(109,136)	* (5.5)
Société canadienne des postes	14,000	14,000	0	S.O.
Budgétaire du Budget des dépenses principal	142,230,904	135,091,929	(7,138,975)	(5.0)
Consolidation des comptes à fins déterminées	14,754,600	14,102,300	(652,300)	(4.4)
Total du budgétaire du Budget des dépenses principal	156,985,504	149,194,229	(7,791,275)	(5.0)
Moins: frais de la dette publique	47,800,000	46,000,000	(1,800,000)	(3.8)
Dépenses de programmes	109,185,504	103,194,229	(5,991,275)	(5.5)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

Table 2.2**1997-1998 Budget des dépenses principal 1997-1998 - Non-Budgétaire**

Ministère/organisme	1996-1997	1997-1998	Variation	Variation
	(en milliers de dollars)			%
Affaires étrangères et Commerce international				
Agence canadienne de développement international	11,202	13,938	2,736 *	24.4
Société pour l'expansion des exportations	309,400	263,700	(45,700) *	(14.8)
Affaires indiennes et du Nord canadien				
Ministère	38,953	46,543	7,590 *	19.5
Finances				
Ministère	283,200	249,500	(33,700) *	(11.9)
Industrie				
Ministère	800	800	0 *	S.O.
Patrimoine canadien				
Ministère	10	10	0 *	S.O.
Ressources naturelles				
Ministère	66,000	17,200	(48,800) *	(73.9)
Travaux publics et Services gouvernementaux				
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(270,900)	(230,600)	40,300 *	(14.9)
Total du non-budgétaire du Budget des dépenses principal	438,665	361,091	(77,574)	(17.7)

* Les principaux changements sont détaillés dans la section du ministère.

Détails par portefeuille

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international s'élève à 1,299.3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 77.4 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 28.1 millions de dollars pour pallier les effets de l'inflation à l'étranger et des pertes de change (17.2 millions de dollars) et pour les révisions des salaires du personnel recruté sur place dans les missions à l'étranger (10.9 millions de dollars);
- augmentation de 8.5 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 7.1 millions de dollars attribuable à diverses obligations internationales du Canada, notamment à des droits d'adhésion, au coût des locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale et au coût de la Convention des Nations Unies sur la biodiversité;
- augmentation de 5.1 millions de dollars du fonds renouvelable du Bureau des passeports pour la mise en oeuvre du plan d'amélioration des techniques;
- diminution de 77.6 millions de dollars de la quote-part du Canada pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
- diminution de 48.6 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Agence canadienne de développement international

Le Budget des dépenses principal de l'Agence canadienne de développement international s'élève à 1,697.7 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 143.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 3 millions de dollars des paiements non budgétaires pour les souscriptions au capital des institutions financières internationales;
- diminution de 135 millions de dollars pour les programmes géographiques (61 millions de dollars), les programmes multilatéraux (37 millions de dollars), les programmes de Partenariat canadien (24 millions de dollars) et les paiements aux comptes du Fonds des institutions financières internationales (13 millions de dollars);
- diminution de 8 millions de dollars pour le programme des pays en transition;
- diminution de 2 millions de dollars du budget de fonctionnement.

Société pour l'expansion des exportations

Le Budget des dépenses principal de la Société pour l'expansion des exportations s'élève à 398.7 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 45.7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 200 millions de dollars des versements prévus pour les prêts non budgétaires réguliers à la suite d'un rééchelonnement de certains prêts et de leurs versements respectifs;
- augmentation de 10.7 millions de dollars des remboursements prévus en vertu des ententes de prêts consentis sous le compte du Canada;
- augmentation de 8 millions de dollars des prêts non budgétaires spéciaux sous la rubrique Turquie/Énergie atomique du Canada limitée (EACL);
- diminution de 243 millions de dollars des prêts non budgétaires spéciaux sous les rubriques Chine/Northern Telecom (53 millions de dollars), Roumanie/EACL (6 millions de dollars), Chine (19 millions de dollars), Santé et Éducation de Russie (15 millions de dollars) et Chine/EACL (150 millions de dollars).

Centre de recherches pour le développement international

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Centre de recherches pour le développement international s'élève à 88.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 8 millions de dollars, en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien s'élève à 4,353.7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 125.5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 84 millions de dollars pour les services de soutien des Indiens et des Inuit afin de pourvoir aux besoins et aux aspirations de leurs communautés dans les domaines de l'autonomie gouvernementale et du développement économique, éducatif, culturel et social; pour que le Canada s'acquitte de ses obligations législatives et constitutionnelles et de ses responsabilités envers les Indiens et les Inuit; et pour fournir les services de base requis par une jeune population grandissante;
- augmentation de 35.8 millions de dollars du Programme des affaires du Nord par suite de l'établissement du gouvernement du Nunavut et de l'abolition de la Stratégie pour l'environnement arctique;

- augmentation de 7.6 millions de dollars des prêts par suite d'un accroissement des besoins liés au soutien de la négociation pour les Premières Nations de la Colombie-Britannique;
- diminution de 2.9 millions de dollars pour le règlement et la mise en œuvre des revendications territoriales globales et des revendications particulières quant aux paiements prévus dans les ententes de règlement déjà signées.

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire s'élève à 1,502.6 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 486.6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 18.8 millions de dollars attribuable à l'accès au fonds de la réserve centrale de réduction des effectifs pour les incitatifs au départ anticipé et à la retraite anticipée;
- augmentation de 17 millions de dollars en raison du lancement de subventions aux organisations pour le développement et l'adaptation en milieu rural au sein du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire;
- augmentation de 13.9 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- augmentation de 10 millions de dollars en raison de l'introduction du Programme canadien de gestion d'entreprise agricole;
- augmentation de 9.3 millions de dollars de Santé Canada pour la création de l'agence canadienne de l'inspection des aliments;
- augmentation de 5.9 millions de dollars en raison de l'introduction du Programme national de contributions à l'adaptation à l'analyse des risques et à la maîtrise des points critiques;
- diminution de 400 millions de dollars pour l'achèvement du paiement de 1.6 milliard de dollars aux propriétaires au titre de la terminaison des subventions au transport en vertu de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*;
- diminution de 92.1 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures, y compris une baisse de 32.7 millions de dollars des subventions visant le lait de transformation;
- diminution de 37.8 millions de dollars causée par l'élimination du financement du Plan vert;

- diminution nette de 31.9 millions de dollars au titre des initiatives agricoles en vertu de la *Loi sur la protection du revenu agricole*. Cela comprend une diminution de 104.4 millions de dollars du Programme complémentaire pour le secteur des cultures en raison de la fin du Programme pour certains producteurs, une diminution de 63 millions de dollars en raison de la fin du Régime d'assurance-revenu brut, une augmentation de 92.4 millions de dollars reliée à l'introduction des programmes complémentaires de sécurité du revenu; une augmentation de 22.9 millions de dollars du compte de stabilisation du revenu net en raison d'une augmentation du taux de la contribution fédérale; une augmentation de 20.2 millions de dollars du Programme d'assurance-récolte en raison d'un accroissement de la participation au système à deux niveaux;
- diminution de 9.7 millions de dollars en raison du quasi-achèvement de la construction du laboratoire de lutte contre la maladie à Winnipeg, un projet réalisé conjointement avec Santé Canada.

Anciens combattants

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Anciens combattants s'élève à 1,921.6 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 17.5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 20.6 millions de dollars pour l'achat de services de santé en raison de modifications apportées par les provinces à la protection accordée aux anciens combattants;
- augmentation de 3.5 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 1.8 million de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution de 19 millions de dollars des pensions d'invalidité en raison principalement de la baisse du nombre de prestataires;
- diminution de 17.7 millions de dollars des allocations aux anciens combattants en raison de la baisse du nombre de clients admissibles;
- diminution de 3.5 millions de dollars du Programme pour l'autonomie des anciens combattants en raison d'une meilleure orientation en fonction des besoins des clients et de la baisse prévue du nombre de prestataires;
- diminution de 2.3 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration s'élève à 575.2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 39.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 8.2 millions de dollars pour le Programme de santé provisoire fédéral (portion du Québec);
- augmentation de 5 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 3.4 millions de dollars pour l'enregistrement et la promotion de la citoyenneté;
- diminution de 39.4 millions de dollars en raison de mesures de réduction antérieures et de l'achèvement des initiatives de restructuration des procédés administratifs et d'investissements technologiques.

Conseil du Trésor

Secrétariat

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Secrétariat du Conseil du Trésor s'élève à 1,481.3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 48.9 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 46.9 millions de dollars pour traduire les hausses projetées de 7 % des primes d'assurance imputables aux contributions effectuées dans le cadre du Programme des régimes d'assurance. Les paiements aux termes de ce programme sont fonction des taux de cotisation et de la croissance ou de la diminution de la population assurée.
- augmentation de 5 millions de dollars aux fins de La Relève et d'autres mesures de réforme de la fonction publique. L'initiative La Relève vise à trouver des solutions aux problèmes du vieillissement des effectifs dans la fonction publique et aux pénuries projetées de cadres aux échelons supérieurs de l'organisation;
- augmentation de 1.2 million de dollars pour les systèmes partagés avec d'autres ministères fédéraux. Ces systèmes comprennent le Système automatisé d'information sur la gestion du matériel et le Système ministériel intégré de gestion des finances et du matériel;
- augmentation de 1.1 million de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 5.5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil privé

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil privé s'élève à 64 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 7.6 millions de dollars en raison d'une baisse de la demande de commissions d'enquête et de mesures de réduction antérieures.

Défense nationale

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Défense nationale s'élève à 9,916.5 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 638.5 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 366 millions de dollars en dépenses en capital par suite de l'annulation du projet d'acquisition de l'hélicoptère EH-101;
- diminution nette de 240 millions de dollars des dépenses de fonctionnement résultant d'une diminution de 366 millions de dollars attribuable à la réduction des effectifs et des dépenses connexes, qui a été contrebalancée par une augmentation de 126 millions des paiements tenant lieu d'impôt foncier versés aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères ayant la garde de biens immobiliers remboursent maintenant Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements au titre des biens immobiliers pour le compte de ces ministères;
- diminution de 27 millions de dollars des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés du fait de la diminution du personnel;
- diminution de 6 millions de dollars des contributions à l'OTAN.

Développement des ressources humaines

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère du Développement des ressources humaines s'élève à 24,893.7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 567.4 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 401 millions de dollars pour les programmes de la sécurité du revenu (Sécurité de la vieillesse, Supplément de revenu garanti et allocation au conjoint);
- augmentation de 160 millions de dollars du Fonds d'emplois de transition pour appuyer la création d'emplois dans les régions à taux de chômage élevé;

- augmentation de 50 millions de dollars liée aux activités d'enquête et de contrôle de l'assurance-emploi;
- augmentation de 49 millions de dollars pour l'exécution des programmes de la sécurité du revenu, dont 17 millions de dollars pour le remaniement du système de prestation des programmes;
- augmentation de 45 millions de dollars pour la mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur l'assurance-emploi* et pour les activités dans le cadre de l'Investissement dans les ressources humaines;
- augmentation de 39 millions de dollars pour la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique pour fournir un revenu d'appoint aux pêcheurs et aux travailleurs d'usine touchés par la crise de la pêche au poisson de fond sur la côte est;
- diminution de 80 millions de dollars dans les dépenses de fonctionnement en raison principalement de la rationalisation des activités du Programme d'investissement dans les ressources humaines et assurance;
- diminution de 55 millions de dollars des fonds du Programme des initiatives stratégiques annoncé dans le budget de 1994;
- diminution de 44 millions de dollars des ressources du Réseau de prestation des services qui finance des restructurations technologiques pour améliorer le service aux Canadiens.

Environnement

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de l'Environnement s'élève à 507.5 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 38.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 5.8 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 2.8 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- augmentation de 2.8 millions de dollars pour le paiement de la subvention à la Fondation Habitat faunique Canada pour la mise en application des initiatives de conservation des habitats dans tout le Canada;
- diminution de 44.9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;

- diminution de 5.4 millions de dollars liée au transfert de fonds à Ressources naturelles Canada pour le Programme de recherche et de développement énergétiques (PRDE).

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Le budgétaire du Budget de dépenses principal de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale s'élève à 9.8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 1.9 million de dollars, principalement en raison d'un rééchelonnement des ressources destinées aux examens publics des évaluations environnementales.

Finance

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère des Finances s'élève à 66,227.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 5,143.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 40 millions de dollars pour une subvention à la province de Terre-Neuve dans le cadre d'un paiement accéléré qui remplace une subvention législative annuelle de 8 millions de dollars;
- diminution de 2,547 millions de dollars pour le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux;
- diminution de 1,800 millions de dollars de l'intérêt et des frais de service afférents à la dette publique;
- diminution de 504 millions de dollars des paiements de péréquation aux provinces;
- diminution de 139 millions de dollars des paiements budgétaires et de 25 millions de dollars des paiements non budgétaires à diverses institutions financières internationales;
- diminution de 100 millions de dollars résultant d'une augmentation des recouvrements au titre des paiements de remplacement pour programmes permanents (PRPP). Les PRPP correspondent à la valeur des abattements d'impôt accordés au Québec en remplacement des transferts directs pour les programmes permanents;
- diminution de 22 millions de dollars résultant d'une augmentation du recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes;
- diminution de 20 millions de dollars pour la production des pièces de monnaie canadiennes résultant de l'élimination des coûts liés à la mise en circulation de la pièce de 2 \$ en 1996-1997;
- diminution de 9 millions de dollars des paiements de transfert aux gouvernements territoriaux en raison des changements de l'assiette fiscale, de la population et des recettes territoriales;

- diminution de 9 millions de dollars de la participation financière du Canada au projet Hibernia, qui est passé de l'étape de construction à celle de l'exploitation;
- diminution de 8 millions de dollars du fait qu'un plan de paiement accéléré à la province de Terre-Neuve remplace les subventions législatives.

Vérificateur général

Le budgétaire du Budget de dépenses principal du Bureau du Vérificateur général s'élève à 50.7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 1.7 million de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 3 millions de dollars pour le Commissaire à l'Environnement et au Développement durable;
- augmentation de 1.6 million de dollars pour le financement du troisième cycle des examens spéciaux des sociétés d'État;
- augmentation de 0.7 million de dollars en raison d'une hausse des contributions du Bureau aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 3.6 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Bureau du surintendant des institutions financières

Le budgétaire du Budget de dépenses principal du Bureau du surintendant des institutions financières s'élève à 1.7 million de dollars, ce qui représente une diminution nette de 0.9 million de dollars en raison du transfert de sa Section des conseils sur les régimes de retraite à Revenu Canada.

Industrie

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère de l'Industrie s'élève à 923.5 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 44.2 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 112.5 millions de dollars pour le nouveau programme Partenariat technologique Canada;
- augmentation de 39.9 millions de dollars attribuable aux rajustements effectués au sein des programmes existants comme la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* et le Plan d'investissement communautaire du Canada (PICC), et à une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 15.8 millions de dollars pour le renouvellement de l'Initiative fédérale du développement économique du nord de l'Ontario (FedNor);

- diminution de 119 millions de dollars par suite de la réduction des activités en Ontario dans le cadre du programme Travaux d'infrastructure Canada;
- diminution de 64 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 29.4 millions de dollars découlant de rajustements aux programmes existants, de la fin de certaines initiatives et de recettes à faire valoir sur le crédit.

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique s'élève à 308.9 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 46 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 30.6 millions de dollars pour la relance économique des collectivités dans le cadre de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique;
- diminution de 41.8 millions de dollars des contributions du Programme de développement des entreprises et du Programme de coopération fédérale-provinciale en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 34.9 millions de dollars résultant du ralentissement des activités du programme Travaux d'infrastructure Canada.

Banque de développement du Canada

Il y n'a pas de budgétaire au Budget des dépenses principal de la Banque de développement du Canada. Cela représente une diminution nette de 13.9 millions de dollars. Le revenu net de la Banque couvrira les frais de fonctionnement nets de sa Division des services de gestion-conseil en 1997-1998.

Agence spatiale canadienne

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Agence spatiale canadienne s'élève à 184.5 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 42.4 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 2 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;

- diminution de 45.1 millions de dollars pour le Programme de la station spatiale (23.1 millions de dollars), Radarsat (10.9 millions de dollars), les activités liées aux sciences spatiales (3.6 millions de dollars), l'Agence spatiale européenne (2.9 millions de dollars), le Programme d'observation de la Terre (2.8 millions de dollars) et le Programme des astronautes (1.8 million de dollars).

Société d'expansion du Cap-Breton

Le budgétaire du Budget des dépenses principal d'Entreprise Cap-Breton s'élève à 8.7 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 2.5 millions de dollars par suite du rééchelonnement du financement accordé aux projets de 1995-1996 à 1996-1997.

Bureau fédéral de développement régional – Québec

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Bureau fédéral de développement régional — Québec s'élève à 296.4 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 72.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 41.8 millions de dollars du programme Innovation, Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises et du Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec;
- augmentation de 13.4 millions de dollars pour les obligations législatives en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*;
- diminution de 86.9 millions de dollars en raison du ralentissement des activités du programme Travaux d'infrastructure Canada;
- diminution de 41.1 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil national de recherches du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil national de recherches du Canada s'élève à 462.4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 54.7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 40.1 millions de dollars pour rendre compte de la conversion des recettes à faire valoir sur le crédit en recettes législatives en application de l'alinéa 5.1e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (38.5 millions de dollars) et d'une augmentation des recettes législatives (1.6 million de dollars);
- augmentation de 13.7 millions de dollars de la contribution à la Tri-University Meson Facility;

- augmentation de 6.4 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- augmentation de 3.6 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions de l'organisation aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 2.1 millions de dollars pour le Programme d'aide à la recherche industrielle;
- diminution de 9.8 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie s'élève à 433.9 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 15.8 millions de dollars, en raison principalement de mesures de réduction antérieures et de la phase II du Programme des réseaux des centres d'excellence.

Statistique Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de Statistique Canada s'élève à 262.3 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 160.6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 6.8 millions de dollars pour les premiers préparatifs en vue des recensements de la population et de l'agriculture de 2001;
- augmentation de 5.2 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions de l'organisme aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 2.6 millions de dollars pour la sauvegarde des programmes statistiques;
- augmentation de 2.4 millions de dollars pour la Classification type des industries de 1997;
- diminution de 168.8 millions de dollars pour les recensements de la population et de l'agriculture de 1996;
- diminution de 5.7 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 3.5 millions de dollars pour l'enquête sur les dépenses des familles;
- diminution de 1 million de dollars à cause de la fin du Plan vert.

Diversification de l'économie de l'Ouest

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Diversification de l'économie de l'Ouest s'élève à 255.9 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 106 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 15 millions de dollars pour le remboursement de contributions versées antérieurement à des entreprises. Le budget de l'organisme provient en partie du recouvrement de ces sommes;
- augmentation de 14 millions de dollars du financement des ententes de partenariat de l'Ouest;
- diminution de 70.9 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 64.1 millions de dollars en raison du ralentissement des activités dans le cadre du programme Travaux d'infrastructure Canada.

Justice

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Justice s'élève à 433.9 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 17.7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 2.5 millions de dollars du fait du rééchelonnement des fonds accordés pour le Programme de contrôle des armes à feu;
- augmentation de 1.9 million de dollars pour les appels sans formalité interjetés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- diminution de 5.8 millions de dollars attribuable à la réduction des besoins au chapitre de la mise en œuvre du Programme de technologie de gestion de l'information du Ministère;
- diminution de 5.1 millions de dollars des paiements versés aux provinces et aux territoires en vertu de l'ancien Programme de contrôle des armes à feu qui devrait prendre fin le 31 mars 1997;
- diminution de 4.5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 1.9 million de dollars attribuable à l'achèvement de la première étape de l'harmonisation des lois fédérales et du *Code civil* du Québec;
- diminution de 1.4 million de dollars attribuable à l'achèvement du Programme d'examen des évaluations environnementales;

- diminution de 1.3 million de dollars attribuable à la fin de l'initiative Grandir ensemble;
- diminution de 1 million de dollars du financement accordé à la Stratégie canadienne antidrogue dont le gouvernement a récemment annoncé la prolongation.

Commission canadienne des droits de la personne

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission canadienne des droits de la personne s'élève à 14.2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 1.5 million de dollars, en raison principalement du transfert de fonds au Comité du tribunal des droits de la personne.

Commissaire à la magistrature fédérale

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Commissaire à la magistrature fédérale s'élève à 224.3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 8.5 millions de dollars. La principale augmentation de 8.2 millions de dollars pour les salaires, les indemnités et les pensions des juges s'explique par l'accroissement du nombre de nominations, une hausse de la moyenne générale des pensions versées aux bénéficiaires conformément à la *Loi sur les juges* et une augmentation des salaires de tous les juges nommés par le gouvernement fédéral.

Comité du tribunal des droits de la personne

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Comité du tribunal des droits de la personne s'élève à 1.9 million de dollars. Les années précédentes, ces besoins étaient compris dans le budget de la Commission canadienne des droits de la personne.

Patrimoine canadien

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère du Patrimoine canadien s'élève à 995 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 77 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 100 millions de dollars pour le Fonds de télévision et de câblodistribution pour la production d'émissions canadiennes;
- augmentation de 14 millions de dollars pour renforcer et célébrer le Canada, y compris accroître les possibilités d'échanges pour les jeunes, étendre les célébrations du Jour du Canada et d'autres événements nationaux ainsi que concevoir des initiatives pour souligner les réalisations des Canadiens;

- augmentation de 9.4 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution de 34.2 millions de dollars en raison de la fin du financement du Plan vert;
- diminution de 6.6 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 3.9 millions de dollars en raison d'une réduction du financement de certaines initiatives culturelles et de certains projets d'infrastructure qui sont sur le point d'être achevés.

Bureau d'information du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Bureau d'information du Canada s'élève à 19.9 millions de dollars. Le Bureau a été créé en juillet 1996 et doté d'un budget de 19.6 millions de dollars pour 1996-1997.

Société Radio-Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société Radio-Canada s'élève à 857.9 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 105.3 millions de dollars, en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne s'élève à 81.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 10.3 millions de dollars, en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'élève à 3.8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 0.5 million de dollars en raison d'une hausse des contributions du Conseil aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Société du Centre national des Arts

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société du Centre national des Arts s'élève à 19.6 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 2.2 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 4.2 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution de 2 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Commission des champs de bataille nationaux

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission des champs de bataille nationaux s'élève à 6.4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 4.1 millions de dollars. Le principal changement est une augmentation de 3.7 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers.

Commission de la capitale nationale

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission de la capitale nationale s'élève à 71.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 5.1 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Office national du film

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Office national du film s'élève à 57.7 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 7.5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Commission de la fonction publique

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Commission de la fonction publique s'élève à 112.2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 1.1 million de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 10 millions de dollars pour La Relève afin de trouver des moyens de résoudre les problèmes du vieillissement des effectifs dans la fonction publique et de la pénurie projetée de cadres aux échelons supérieurs;
- augmentation de 1.6 million de dollars en raison d'une hausse des contributions de la Commission aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 12.6 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures.

Pêches et Océans

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Pêches et des Océans s'élève à 1,076.7 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 246.7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 9.1 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- augmentation de 3.9 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 173.3 millions de dollars attribuable à l'expiration du Programme de retrait de permis en vertu de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (115.1 millions de dollars) et du Plan vert, et à la réalisation des ententes de développement économique et régional et le Programme de retraite anticipée des pêcheurs de la morue du Nord;
- diminution de 74.8 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 8.7 millions de dollars liée au transfert de fonds à Ressources naturelles Canada pour le Programme de recherche et de développement énergétiques (PRDE);
- diminution de 3 millions de dollars reliée à un transfert à Affaires indiennes et du Nord Canada pour une contribution à la province de la Saskatchewan pour la construction d'une route saisonnière entre Points North Landing et Black Lake, en Saskatchewan.

Ressources naturelles

Ministère

Le Budget des dépenses principal du ministère des Ressources naturelles s'élève à 489.4 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 99.6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 23.8 millions de dollars liée au transfert de fonds au ministère des Ressources naturelles pour le Programme de recherche et de développement énergétiques (PRDE);
- augmentation de 17.2 millions de dollars pour le prêt à Nordion International Inc. pour la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux;
- augmentation de 5.7 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- augmentation de 4.7 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 66 millions de dollars due à la fin du remboursement de l'emprunt pour le projet de développement Hibernia;
- diminution de 55.2 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures, y compris des ajustements du Plan vert et la diminution des contributions à Forintek Canada Corp. et aux initiatives reliées à la prospérité;
- diminution de 12.1 millions de dollars pour l'autorisation de l'utilisation des recettes en réduction des dépenses;
- diminution de 9.2 millions de dollars des ententes de mise en valeur des ressources minières et forestières;
- diminution de 5.4 millions de dollars des grands projets d'immobilisations;
- diminution de 3.7 millions de dollars des paiements législatifs par suite de rajustements liés à Interprovincial Pipeline et aux Fonds Canada-Terre-Neuve et Nouvelle-Écosse de développement extracôtier.

Énergie atomique du Canada limitée

Le budgétaire du Budget des dépenses principal d'Énergie atomique du Canada limitée s'élève à 132.2 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 41.8 million de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 23.1 millions de dollars du financement des programmes de R-D nucléaire;
- diminution de 10.2 millions de dollars du budget des programmes de déclassement;
- diminution de 8.6 millions de dollars en raison d'un transfert à Ressources naturelles Canada dans le cadre du Programme de recherche et de développement énergétiques (PRDE).

Société de développement du Cap-Breton

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Société de développement du Cap-Breton s'élève à 22.1 millions de dollars, ce qui sert à couvrir les besoins nets de fonctionnement et d'immobilisations. En 1996-1997, un montant de 43.5 millions de dollars a été alloué à la Société au moyen d'un budget des dépenses supplémentaire pour couvrir les mêmes besoins.

Revenu national

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère du Revenu national s'élève à 2,268.9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 64.6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 108.7 millions de dollars pour des programmes d'exécution de la loi et en raison d'une hausse des contributions du Ministère aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- augmentation de 12.6 millions de dollars reliée au rétablissement des augmentations d'échelon;
- augmentation de 10.6 millions de dollars au chapitre d'initiatives stratégiques et législatives comme la prestation fiscale pour enfant et les changements de l'impôt personnel et de l'impôt des entreprises annoncés dans le budget de 1996;
- augmentation de 10.6 millions de dollars pour des programmes non discrétionnaires comme le traitement des déclarations, des paiements et des demandes de renseignements du public;
- diminution de 78 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 30.1 millions de dollars du financement accordé aux initiatives anticontrabande et à la Stratégie canadienne antidrogue dont le gouvernement a récemment annoncé la prolongation;

- diminution de 6.6 millions de dollars relativement aux grands projets d'immobilisations.

Santé

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère de la Santé s'élève à 1,534.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 42.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 50 millions de dollars pour la Stratégie d'amélioration de la santé de la population, qui remplace divers programmes de promotion de la santé maintenant échus;
- augmentation de 30 millions de dollars des programmes de santé des Premières Nations;
- augmentation de 10 millions de dollars pour l'établissement du Fonds pour la recherche en services de santé annoncé dans le budget de 1996;
- augmentation de 8 millions de dollars pour couvrir les coûts de fonctionnement courants du nouveau laboratoire de lutte contre la maladie de Winnipeg qui ouvrira en 1997;
- augmentation de 6 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution de 83 millions de dollars en raison de la réalisation de plusieurs initiatives comme le Plan vert, la Stratégie de réduction de la demande de tabac, la Stratégie fédérale à l'égard des aînés;
- diminution de 39 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 16 millions de dollars due à l'achèvement de la construction du centre épidémiologique d'Ottawa, au quasi-achèvement de la construction de l'hôpital général de Whitehorse et du centre épidémiologique de Winnipeg;
- diminution de 9.3 millions de dollars en raison d'un transfert à Agriculture et Agroalimentaire Canada pour la création de l'agence canadienne d'inspection des aliments.

Solliciteur général

Service correctionnel

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du Service correctionnel s'élève à 1,153 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 60.7 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 39.8 millions de dollars pour la mise en œuvre du Plan national en matière d'immobilisations, d'opérations et de logement, y compris diverses mesures liées à la gestion des délinquants;
- augmentation de 21.4 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- augmentation de 13.4 millions de dollars en raison d'une hausse des contributions de l'organisme aux régimes d'avantages sociaux des employés;
- diminution de 11.5 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 2.4 millions de dollars des besoins de trésorerie nets pour les opérations du fonds renouvelable de CORCAN.

Gendarmerie royale du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de la Gendarmerie royale du Canada s'élève à 1,118.4 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 82.6 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 18.2 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution de 67.3 millions de dollars du financement des initiatives anticontrebande dont le gouvernement a récemment annoncé la prolongation;
- diminution de 21.1 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 5.8 millions de dollars du financement accordé pour la Stratégie canadienne antidrogue dont le gouvernement a récemment annoncé la prolongation;
- diminution de 5 millions de dollars relative à la construction du nouveau quartier général de la division à Edmonton;

- diminution de 2.3 millions de dollars liée à la fin de la réinstallation du quartier général de la division «O» (ouest de l'Ontario).

Transports

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Transports s'élève à 1,731.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 9.9 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 716 millions de dollars reliée aux paiements législatifs transitoires à NAV Canada durant la période de transition selon la *Loi sur la commercialisation des services de navigation*;
- augmentation de 46.7 millions de dollars pour les contributions liées aux services ferroviaires voyageurs autres que ceux de VIA, au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires et au Fonds de cession des ports, de même que pour les paiements à des sociétés d'État, plus particulièrement à Marine Atlantique Inc;
- augmentation de 19.6 millions de dollars pour le paiement des subventions tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution nette de 582 millions de dollars reliée à la commercialisation du système de navigation aérienne (une diminution des dépenses de 814 millions de dollars doublée d'une baisse des recettes de 232 millions de dollars);
- diminution de 170.3 millions de dollars des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations en raison de la taille réduite de Transports Canada, du transfert d'aéroports à des entités locales, du rendement accru et de mesures de réduction des coûts, ainsi que des paiements réduits à VIA Rail, à la Société canadienne des ports et aux Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.;
- diminution de 39.9 millions de dollars des subventions et contributions en raison des rajustements de flux de trésorerie de divers programmes des routes et de la fin des paiements pour la prise de contrôle des services de traversier le long de la côte sud de Terre-Neuve et de la péninsule Great Northern.

Office des transports du Canada

Le budgétaire du Budget des dépenses principal de l'Office des transports du Canada s'élève à 21.7 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 10.3 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- diminution de 7.3 millions de dollars découlant du transfert à Transports Canada des paiements législatifs versés aux compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la *Loi sur les chemins de fer*;
- diminution de 3 millions de dollars au chapitre des dépenses de fonctionnement attribuable à la nouvelle *Loi sur les transports au Canada*.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Le budgétaire du Budget des dépenses principal du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux s'élève à 1,708.6 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 349.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 21 millions de dollars par suite de la vente des services d'impression et des services en logistique de distribution du Groupe Communication Canada annoncée dans le budget de 1995;
- augmentation de 21 millions de dollars au titre des frais de transition du fonds renouvelable du Bureau de la traduction;
- diminution de 309 millions de dollars pour le paiement tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et à d'autres administrations fiscales. Les ministères qui ont la garde de biens immobiliers doivent maintenant rembourser Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui effectue les paiements en leur nom au chapitre des biens immobiliers;
- diminution de 80.4 millions de dollars en raison principalement de mesures de réduction antérieures;
- diminution de 2.4 millions de dollars du paiement accordé à la Queens Quay West Land Corporation à titre de subvention au Harbourfront Centre.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Le Budget des dépenses principal de la Société canadienne d'hypothèques et de logement s'élève à 1,633.1 millions de dollars, ce qui représente une diminution nette de 68.8 millions de dollars.

Voici les principaux changements :

- augmentation de 40.3 millions de dollars au titre du financement non budgétaire attribuable à une diminution des remboursements de prêts de la Société au Trésor;
- diminution de 94.1 millions de dollars attribuable principalement aux mesures de réduction antérieures;
- diminution de 15 millions de dollars découlant d'économies de fonctionnement.